

6 RUE BARYE PARIS 17
Abonnement annuel : 30.00 F
HEBDOMADAIRE
ESNA C.C.P. 5565-40 PARIS

N° 738 - 17/6/1968 - 19ème année

ENRACINEMENT, DERACINEMENT ET MONDE MODERNE

GENS DE COULEUR, S'ABSTENIR (+)

"Trois pièces à louer. Animaux admis. Gens de couleur s'abstenir". Des petites annonces de ce genre, on en trouvait il n'y a pas si longtemps dans les agences de location de la libérale Angleterre. C'est Alain Manevy, envoyé spécial de France-soir à Londres, qui le racontait hier dans ce journal. Vous êtes scandalisé ? Fort bien. Mais êtes-vous sûr que dans quelques années, en France, un texte analogue ne vous tombera pas sous les yeux ? Le drame du racisme, que traversent les Etats-Unis et que la Grande-Bretagne aborde à son tour, bien qu'à un degré infiniment moindre, nous pouvons également le vivre.

Comment ? L'exemple anglais va nous aider à comprendre. Il y a 15 ans, les émigrés de couleur, pour la plupart venus du Commonwealth, Indiens, Pakistanais, Antillais entre autres, étaient moins de cent mille en Angleterre. Les voici, aujourd'hui, un million, concentrés dans les banlieues des centres industriels. Les pouvoirs publics ont réagi de deux manières différentes. Ils ont fait voter des lois, une en 1965, l'autre hier, supprimant toute espèce de discrimination raciale. Mais ils ont aussi fait voter il y a quelques semaines, et quand je dis "ils", je parle des travaillistes, une autre loi, qui limite l'émigration des Africains venant des anciennes colonies britanniques. En d'autres termes : il n'y a pas de différence entre un noir et un blanc, mais nous ne voulons plus de noirs.

Cette politique, exprimée avec moins de nuances, un député conservateur, membre du "Shadow cabinet", le contre-gouvernement anglais, l'avait défendue récemment. Ce député s'appelle Enord Powell,

(+) Editorial de
Jean Ferniot à
Radio Luxembourg
24 avril 1968 -

et il avait dit ceci : "Dans 15 ans, il y aura 3 millions et demi d'émigrants de couleur dans ce pays. Ne sommes-nous pas fous de les laisser venir ? "Le peuple anglais sera étranger dans son propre pays." Le chef du parti conservateur, Monsieur Edward Heath a immédiatement réagi en excluant Monsieur Powell de son contre-ministère. Mais, depuis, Monsieur Powell a reçu des quantités de message de sympathie. Et même un certain nombre de dockers de Londres ont décidé de faire grève, pour manifester leur solidarité avec lui.

Car les plus racistes, en Grande-Bretagne, se trouvent non pas dans la bourgeoisie ou l'aristocratie, mais dans la classe ouvrière, très agressive à l'égard des gens de couleur. Les raisons ? Le voisinage d'abord : les deux communautés sont en contact dans les quartiers où les émigrés ont formé de véritables ghettos. Autre raison : le chômage, qui frappe près de 600.000 Anglais.

C'est là que je voulais en venir. J'ai rencontré hier Monsieur Michel Debré, et nous avons bavardé à bâtons rompus de la situation économique et sociale. Le ministre de l'Economie et des Finances se félicitait d'une reprise de l'expansion, mais il reconnaissait que le chômage restait important. Les deux phénomènes, m'expliquait-il, ne sont aucunement incompatibles. C'est même une des caractéristiques des sociétés industrielles. Dans ces sociétés, en outre, c'est le cas des Etats-Unis et des pays "développés" d'Europe occidentale, ce sera demain sans doute le cas de la Tchécoslovaquie, on constate que les habitants ne consentent plus à faire certains travaux, jugés trop pénibles, trop rebutants ou trop peu rémunérateurs. Ce n'est pas par hasard que l'on voit à Paris, des noirs balayer les rues, des nord-africains effectuer des terrassements et des espagnols servir comme personnel de maison. Les Américains, pour ces tâches, ont les noirs et les porto-ricains. Les Anglais ont les Indiens et les Pakistanaïes. Les Allemands font appel aux Grecs, etc... Monsieur Michel Debré ajoutait que, dans les prochaines années, avec une accélération de la reprise, la France devrait, pour cette même raison, faire appel aux travailleurs étrangers.

Mais c'est ici, voyez-vous que l'on frise le paradoxe. Ceux-là même qui se refusent à manier le balai de bouleau sur les trottoirs, à presser contre leur ventre le marteau-piqueur, à endosser le gilet rayé de valet de chambre, ceux-là rendent les émigrants responsables du chômage qui les frappe et réclament une limitation de la main-d'oeuvre étrangère. Nous avons connu cela, nous connaissons cela en France, comme les Anglais le connaissent chez eux.

Une telle réaction, me direz-vous, n'a pas un caractère raciste. Elle exprime simplement, d'une manière primitive, irréfléchie, une défense devant les difficultés de la vie. C'est vrai, mais le racisme n'est pas loin, il trouve dans ce sentiment de protection sociale un terrain favorable. Rien de grave ne se produit tant que la proportion des immigrants n'est pas trop élevée, tant qu'on ne les voit pas vraiment. Qu'ils deviennent nombreux, que leur faible niveau de vie et leurs affinités les obligent à se grouper, et le problème se pose. Il se trouve un Enord Powell pour dire que le peuple anglais, ou le peuple français, sera bientôt étranger dans son propre pays. Et il se trouve un syndicat de dockers, ou d'une autre profession, pour proclamer sa solidarité avec lui. Alors le gouvernement tout en déclarant moralement inadmissible la discrimination raciale, ferme ses frontières à ceux dont il a sollicité le travail, même s'ils sont, comme ce fut le cas en Angleterre avec les noirs du Kenya, comme ce peut-être le cas en France avec les Antillais, même s'ils sont dans le plein sens du mot des citoyens de la mère patrie.

Et voilà comment un vieux peuple épris de liberté, défenseur des droits de l'homme, se découvre, un beau matin, raciste.

Les opinions émises dans les textes ci-dessus n'engagent que leurs auteurs.
Inscrit à la Commission Paritaire des Papiers de Presse sous le n° 23.252
Ronéotypé par E.S.N.A. 6, rue Barye, Paris 17è - Directeur-Gérant : J. GHYS.